

que faire?

REVUE COMMUNISTE

« Unité d'action, liberté de discussion et de critique, voilà notre définition. Cette discipline est la seule digne du parti démocratique de la classe avancée. »

(LÉNINE, décembre 1906.)

s o m m a i r e

Editorial : Le problème du Parti Unique. - *Problemes actuels* : La lutte pour la Sarre - Contribution à l'étude des partis politiques en France. - *Dans l'Internationale* : Entre les deux Congrès de l'Internationale Communiste. - *Documents et notes* : Kirov - etc.



1-(3)

Janvier 1935

P R I X

1 fr.

ÉDITORIAL

Le problème du parti unique

L'échange de lettres qui vient d'avoir lieu entre le parti communiste et le parti socialiste a posé une fois de plus la question du « parti unique du prolétariat », ou, autrement dit, suivant la terminologie confuse employée aussi bien par l'un que par l'autre des deux partis, la question de « l'unité organique de la classe ouvrière ».

Aux yeux du parti socialiste, la charte de 1905 paraît le point de départ tout indiqué pour une telle discussion. Par contre, la direction du parti communiste estime qu'une telle base serait insuffisante, qu'il faut tenir compte des expériences des dernières années, et que le programme de l'Internationale Communiste est celui qui peut servir de base à un parti unique du prolétariat.

Entre les deux positions, les groupes du type « pupiste » (de Paul Louis ou de Doriot) s'évertuent à faire la jonction, à mettre tout le monde d'accord, proposant de « compléter la charte de 1905 en tenant compte de l'expérience des événements survenus depuis, notamment la guerre et la révolution russe ». Et d'employer toute l'ingéniosité d'un juge de paix présidant une séance de conciliation pour convaincre les deux partis de l'apparition de points de rapprochement entre ce qu'ils appellent les « plates-formes doctrinales » des deux partis.

Mais tous, aussi bien les uns que les autres, oublient dans cette affaire ce qui précisément doit constituer l'essentiel aux yeux de tout marxiste et qui doit permettre de poser le problème sans aucune équivoque qui ne peut à notre sens que troubler et obscurcir la conscience de classe du prolétariat.

L'essentiel consiste à rappeler, comme le firent en leur temps Marx, Engels et Lénine, l'existence de deux courants fondamentaux dans le mouvement ouvrier. Lénine a montré que surtout dans les conditions objectives de l'impérialisme, la bourgeoisie réussissait à embourgeoiser une partie du prolétariat. A maintes reprises, il a insisté sur le rapport économique des plus profond qui existe entre la bourgeoisie impérialiste et l'opportunisme dans le mouvement ouvrier.

Ces deux tendances objectives, ces deux courants, le courant réformiste et le courant révolutionnaire, s'opposent en permanence dans le mouvement ouvrier, leur lutte peut par moment s'atténuer, par moment prendre au contraire les formes les plus aiguës. Mais elle ne cesse point. Enfin, « l'arme de la critique » entre les deux courants en arrive inéluctablement à se transformer en « critique par les armes », notamment dans la période révolutionnaire pour la prise du pouvoir où le prolétariat révolutionnaire sera obligé souvent de combattre les armes à la main

les éléments réformistes qui se trouvent de l'autre côté de la barricade.

Oublier ou taire cette réalité et ce développement en se laissant impressionner par les particularités politiques du moment serait faire preuve de l'opportunisme le plus caractérisé.

Ceux qui nient la nécessité pour le courant révolutionnaire du mouvement ouvrier de posséder son propre parti, ceux qui préconisent la fusion de toutes les tendances, de tous les courants de la classe ouvrière dans un seul parti sous le prétexte d'opérer une « synthèse », confondent deux notions différentes, celle du parti et celle de la classe.

Un parti constitué de la sorte ne serait pas le parti de la classe ouvrière. Il ne saurait pas exprimer les intérêts d'ensemble, les intérêts généraux de la classe, il ne saurait représenter non seulement son présent, mais aussi son avenir. Il serait au contraire conduit à s'adapter aux tendances nationales conservatrices ou même réactionnaires suscitées par la bourgeoisie dans la classe ouvrière. Chaque effort de conciliation avec ces influences bourgeoises dans le prolétariat paralyse tout effort réel, toute politique effective de classe. Et cela se produit surtout aux moments décisifs — par exemple en cas de guerre — lorsque la bourgeoisie renforce sa pression sur le prolétariat.

Qu'on ne vienne pas dire: la couche embourgeoisée de la classe ouvrière n'étant qu'une minorité, elle sera minorisée et réduite à l'impuissance dans le parti « synthèse de la classe ouvrière ». La réalité démontre que cette couche, pour si mince qu'elle puisse être, influence des rangs nombreux de la classe ouvrière, car elle est soutenue par la société bourgeoise avec ses moyens puissants de pression et de domination.

La fusion, l'unité des deux courants, dont l'un est un courant étranger au prolétariat, dans un même parti politique, c'est la certitude, pour ce parti, d'être un parti ouvrier bourgeois.

« Lorsque des éléments petits bourgeois, dit Lénine, capables d'entraver la lutte pour la révolution socialiste, adhèrent en grand nombre au parti prolétarien, l'unité avec ces éléments est nuisible, mortelle, pour la cause du prolétariat ».

Ce n'est pas l'unité du prolétariat que représente cette fusion, c'est l'unité avec la bourgeoisie.

De l'existence des deux courants dans le mouvement ouvrier découle la nécessité pour le courant révolutionnaire de posséder son propre parti, c'est-à-dire la force politique et organisatrice par laquelle la fraction la plus avancée, la plus consciente du prolétariat, entraîne et dirige la classe ouvrière et les masses semi-prolétariennes.

On nous dira: tout cela est connu, mais maintenant il n'existe plus de différence véritable entre le parti communiste et le parti socialiste. Dans la pratique ils agissent de plus en plus de la même façon et les conceptions théoriques du parti communiste sont sans doute de vieilles choses très précieuses, mais qui restent sous vitrine. Au surplus, ne s'atténuent-elles pas, n'entend-on pas, de plus en plus, des déclarations autant et plus « révolutionnaires » dans la bouche de certains leaders socialistes que dans celle de certains leaders communistes?

Nous reconnaissons pleinement et nous avons déjà souligné

dans « Que Faire? » que la conclusion d'un « front unique » sans action et sans critique, conduisait à une unité sinon formelle du moins en fait. Mais cela n'efface nullement le fait qu'il existe actuellement dans le prolétariat de France comme de tous les autres pays capitalistes les deux courants, révolutionnaire et réformiste.

Leur séparation ne s'exprime pas exactement dans le moment présent par la ligne de démarcation entre parti communiste et parti socialiste? Sans doute! Il y a des éléments révolutionnaires dans le parti socialiste et des éléments réformistes dans le parti communiste? C'est juste! Mais ce serait un sophisme grossier d'en tirer la conclusion que la fusion des deux partis actuels aboutirait à autre chose qu'un parti ouvrier bourgeois impuisant. Ce serait une illusion de parlementaire ou d'avocat petit bourgeois de croire que ce danger serait évité par des barrières de papier, par des reconnaissances formelles des « bases doctrinales » même les plus rigoureuses. On a vu des leaders opportunistes avérés reconnaître en paroles toutes les thèses sur la dictature du prolétariat ou la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile.

La seule conclusion qu'il soit possible de tirer est celle-ci: le véritable problème qui se pose, c'est l'unification des tendances révolutionnaires qui se manifestent dans le mouvement ouvrier. Seule cette unité est hautement souhaitable et nécessaire.

Or, comment se présente actuellement le courant révolutionnaire dans le prolétariat?

D'une part, dans le parti socialiste les tendances révolutionnaires prolétariennes se manifestent et se développent malgré et contre le caractère réformiste de ce parti. Mais le parti socialiste reste réformiste malgré la présence d'éléments révolutionnaires dans son sein. L'activité politique pratique de ce parti reste subordonnée à son programme et à ses principes réformistes. La libération des tendances révolutionnaires qui s'y développent ne pourra être obtenue que par la scission entre éléments révolutionnaires et réformistes.

D'autre part, le parti communiste reste révolutionnaire malgré sa bureaucratisation et sa crise. En dépit de ses déformations politiques il représente les principes de la révolution prolétarienne et du pouvoir soviétique. Il faut briser le corset de fer du régime intérieur qui l'étouffe, qui opprime le courant marxiste, qui oblige les tendances révolutionnaires prolétariennes à se constituer en violation de son statut actuel.

L'unification des diverses tendances révolutionnaires prolétariennes avec le courant révolutionnaire principal constitué par les communistes ne peut se faire que sur la base des principes fondamentaux élaborés par la lutte du prolétariat révolutionnaire et qui furent à la base de la création de la 3^e Internationale.

Il n'y a pas et il ne saurait y avoir de « points de rapprochement » entre ces principes communistes de la lutte du prolétariat révolutionnaire et les principes du courant réformiste dans le mouvement ouvrier. Pas davantage, il ne saurait suffire d'une reconnaissance formelle de ces principes pour s'affirmer révolutionnaire; il faut y conformer toute son activité politique réelle.

La voie de la transformation du P.C.F. en un véritable parti révolutionnaire de masse ne peut pas être cherchée dans la fusion avec le parti socialiste actuel. C'est dans la mesure où les ouvriers réformistes sauront exiger la pratique d'un véritable front unique d'action avec la liberté de critique que les tendances révolutionnaires pourront se joindre, se lier dans une même lutte contre le courant réformiste, freineur de l'action, se délimiter nettement de ce dernier. Nous devons aider les éléments révolutionnaires dans la S. F. I. O. à se débarrasser de leurs illusions, à se constituer dans la S. F. I. O. comme une fraction communiste qui mène la lutte, en accord avec l'aile marxiste-léniniste du P. C. F. pour le P. C. F. rénové. Et c'est dans la mesure où la base prolétarienne du parti communiste saura exiger et imposer la pratique de la véritable démocratie prolétarienne dans son parti, que celui-ci deviendra apte à constituer le réceptacle et l'expression du courant révolutionnaire unifié du prolétariat.

Voie longue, pénible, demandant l'initiative prolétarienne de la base? Certainement. C'est la seule voie juste.

PROBLÈMES ACTUELS

La lutte pour la Sarre

Le traité de Versailles et le problème de la Sarre. Le 13 janvier aura lieu, dans la Sarre, territoire habité par des Allemands et séparé de l'Allemagne par le traité de Versailles, le plébiscite qui doit décider si la Sarre ira à l'Allemagne ou restera sous le régime actuel d'administration de la S.D.N. (*statu quo*). La troisième éventualité — adhésion à la France — n'entre pratiquement pas en jeu. Selon le traité de Versailles, le plébiscite ne donnera qu'une ligne de conduite générale pour les décisions futures de la S.D.N. dans cette question.

Avant 1933, le prolétariat sarrois, tout en luttant pour le droit de libre disposition de la population sarroise, basait sa politique sur les facteurs suivants:

1. Depuis la révolution de novembre 1918, l'Allemagne était devenue l'axe de la révolution européenne. Revenir à l'Allemagne signifiait alors pour le territoire de la Sarre le rattachement au puissant prolétariat allemand, auquel le prolétariat de la Sarre était lié étroitement, non seulement par une langue commune, mais aussi par ses traditions d'organisation et ses intérêts de classe. Le chemin le plus direct au socialisme pour le prolétariat de la Sarre était celui du rattachement à la révolution allemande mûrissante. Pour le prolétariat de la Sarre, ses intérêts de classe et ses intérêts nationaux coïncidaient à cette époque.

2. Durant la période précédant la victoire du fascisme en Allemagne, c'est-à-dire la période où la révolution prolétarienne était à l'ordre du jour en Allemagne, la politique internationale du prolétariat devait se concentrer sur l'objectif suivant: l'affaiblissement du système brutal de l'impérialisme français afin de rendre plus favorable la situation internationale pour la révolution allemande mûrissante. Sous ces conditions, le rattachement du Territoire de la Sarre à l'Allemagne signifiait une brèche dans le système impérialiste français. De cette façon, les communistes pouvaient lutter pour l'autodétermination du peuple sarrois en s'orientant en même temps vers le rattachement à l'Allemagne.

3. Cette politique internationale du prolétariat ne soutenait point l'impérialisme allemand, qui, après le traité de Versailles, recommençait à lever la tête. L'impérialisme allemand ne disposant pendant de longues années que d'une base de masse très restreinte en Allemagne, puisait dans la politique impérialiste française une partie de sa force intérieure. Il pouvait devenir un véritable danger s'il réussissait à gagner, par l'intermédiaire d'un chauvinisme national, le soutien actif ou au moins passif des parties décisives du peuple allemand.

L'orientation de la politique internationale du prolétariat vers le rattachement de la Sarre à l'Allemagne et la lutte du prolétariat sarrois, en accord étroit avec les ouvriers français et allemands, contre le régime usurpateur de la S.D.N., contre l'exploitation économique par la bourgeoisie française (l'administration des mines) et par la bourgeoisie allemande (Röchling), renforçaient la lutte révolutionnaire en Allemagne même. C'était justement cette lutte qui, avec une ligne internationaliste conséquente, aurait pu montrer aux masses petites bourgeoises, confuses et chancelantes d'Allemagne, que l'internationalisme prolétarien représente une force réelle et que c'est la lutte de classe contre la bourgeoisie et la solidarité du prolétariat mondial qui seules peuvent résoudre le problème national allemand.

La « naissance » du problème de la Sarre.

Le problème de la Sarre est né au moment où, avec la victoire de Hitler, la révolution prolétarienne allemande subit une défaite qui constitue un tournant dans son développement. Ce n'est que depuis ce temps-là qu'apparut une contradiction profonde entre la question nationale et les intérêts de classe prolétariens. Le mouvement ouvrier allemand, auquel le prolétariat de la Sarre était étroitement lié, est détruit. Les organisations ouvrières de la Sarre en représentent les derniers restes. Dans ces conditions, le rattachement à l'Allemagne signifierait le remplacement des droits démocratiques par un esclavage tel qu'il règne dans le reste de l'Allemagne.

C'est là un changement complet de situation. Si autrefois le rattachement à l'Allemagne signifiait le plus court chemin vers le socialisme, aujourd'hui la liberté relative dans la Sarre donne la possibilité de soutenir le rassemblement des forces et l'organisation de la lutte à l'intérieur de l'Allemagne.

Un tournant immédiat dans la politique du prolétariat sarrois après les événements de février 1933 était obligatoire. Le rattachement à l'Allemagne aurait manqué, dans ces conditions, de caractère progressif; il aurait renforcé la contre-révolution et aurait demandé au prolétariat sarrois de subordonner ses propres intérêts de classe, les intérêts de la révolution, aux considérations nationales.

La question d'un rattachement à la France ne se pose point pour les ouvriers sarrois, non parce qu'ils sont séparés du prolétariat français par une barrière nationale, mais parce que le rattachement à la France serait non seulement l'exploitation par le capitalisme, mais aussi l'oppression nationale par l'impérialisme français. Si, au contraire, en France, la révolution se levait, les communistes sarrois devraient (tout en combattant toute tentative d'empêcher la population sarroise de se prononcer librement) lutter pour le rattachement à la France socialiste, ce rattachement serait alors la chose la plus naturelle.

Dans ces conditions — fascisme en Allemagne, oppression sociale et nationale en France — il n'y a pas d'autre chemin pour le prolétariat sarrois que la lutte pour la Sarre indépendante, débarrassée de

la tutelle de la S.D.N. Le vote pour le *statu quo* le 13 janvier n'est pas une reconnaissance du régime de la S.D.N., mais une lutte contre le fascisme allemand et contre l'impérialisme français, avec comme but de remplacer le régime actuel par un gouvernement révolutionnaire ne s'appuyant pas sur une police internationale, mais sur les forces armées du prolétariat de la Sarre. Plus sera grande la liberté du prolétariat sarrois conquise dans cette lutte, plus seront grands les services qu'il rendra à la lutte en Allemagne et plus sera grand son rôle de rempart de la révolution allemande et française.

La social-démocratie et l'Internationale Communiste dans la Sarre.

Le Parti Socialiste et le Parti Communiste étaient très loin d'une telle orientation révolutionnaire quand Hitler, le 28 février 1933, par un coup d'Etat, érigea sa dictature. Autrefois, le rattachement à l'Allemagne n'était, pour le Parti Socialiste, qu'une question purement nationale. Actuellement le Parti Socialiste allemand se lie à l'impérialisme français. Sous la direction de Max Braun, en menant la campagne parlementaire pour le *statu quo*, il cherche ouvertement à s'approcher de l'impérialisme français. Au cours du meeting de la S.F.I.O. à Paris (Salle Wagram), en octobre, pour la libération de la Sarre, Max Braun déclara que le prolétariat prendra les armes à côté de la France au cas où le conflit sarrois se terminerait par une guerre entre la France et l'Allemagne.

Cette politique, à la remorque de l'impérialisme français, est entièrement soutenue par la S.F.I.O. qui approuve la concentration des troupes françaises à la frontière du Territoire de la Sarre (Léon Blum, *Populaire* du 3 décembre 1934).

Les communistes réagirent à cette politique archi-opportuniste par le maintien du mot d'ordre du rattachement à l'Allemagne. Les trotskistes n'ont pas manqué de flétrir cette politique comme une trahison. En réalité, cette politique démontre quels peuvent être les résultats et les conséquences effrayants d'une appréciation fautive de la situation politique donnée par l'Internationale Communiste au Présidium d'avril 1933. On sait que l'Internationale Communiste considérait le régime de Hitler comme un épisode passager dans le procès du développement de l'essor révolutionnaire, non interrompu par le fascisme, mais au contraire accéléré. De ce point de vue, que les événements de février-mars en Allemagne n'étaient qu'un épisode pareil aux jours de juillet 1917 en Russie, immédiatement suivis par l'Octobre rouge, le mot d'ordre du rattachement à l'Allemagne pouvait se justifier. Le malheur de l'Internationale Communiste consiste dans le fait que son appréciation était fautive, que la victoire de Hitler n'était pas une aventure grotesque sanglante (en mars 1933, la *Pravda* appelait les nazis « des fous sur le trône »), mais une défaite de la révolution prolétarienne en Allemagne.

Les répercussions des politiques du parti socialiste et du parti communiste, très différentes l'une de l'autre, se ressemblent beaucoup quant à leurs résultats: décomposition du prolétariat sarrois, passage

au fascisme (des social-démocrates à Homburg, des communistes à Ludweiler, etc.), défections dans les deux partis, création d'un parti sectaire, le parti socialiste sarrois (S.S.P.).

Au fur et à mesure que le fascisme se montre plus insolent, se développe en même temps, au sein de la classe ouvrière, le besoin irrésistible d'organiser la résistance à Hitler par le rassemblement des forces et par le front uni. Dans la mesure où il fut évident que le régime fasciste en Allemagne n'était point un simple épisode, les ouvriers communistes se mirent à rejeter la politique du parti qui visait au rattachement immédiat à l'Allemagne. En novembre 1933 déjà, le représentant du parti communiste au Conseil Territorial était obligé de déclarer que le parti se prononce contre un rattachement à l'Allemagne fasciste. En juin 1934 le front uni se réalisa, et l'Internationale Communiste se prononça clairement contre le rattachement du Territoire de la Sarre à l'Allemagne fasciste.

Le front uni en Sarre représente un grand pas en avant. Ce fut la fin immédiate de la décomposition dans le prolétariat, les ouvriers abandonnèrent l'esprit de dépression. La résistance au fascisme commença à se développer. Mais en même temps les côtés négatifs de la nouvelle politique de front uni se montrèrent; ce sont ceux que nous connaissons déjà en France et dont nous avons parlé dans un autre article de notre revue. (Voir n° 1-2 *Que faire?*) Malgré que le parti communiste, dans la Sarre, ait derrière lui la majorité du prolétariat conscient, il abandonne la direction du mouvement au parti socialiste et renonce même à la critique de l'opportunisme de Max Braun. De cette façon, le front uni s'épuise en réunions et manifestations au lieu de déclencher la lutte contre toutes les forces s'opposant à la libre disposition de la population sarroise, au lieu de concentrer ses forces à briser la terreur du « Front Allemand » et de constituer les milices ouvrières.

Le Catholicisme et le Prolétariat.

La majorité de la population laborieuse de la Sarre, c'est-à-dire des parties décisives de la petite et moyenne paysannerie, une partie des mineurs, les couches les plus larges de la petite bourgeoisie citadine, sont sous l'influence du catholicisme politique, de l'ancien parti du Centre, représenté par le clergé, par les organisations de jeunesses catholiques et les anciens syndicats chrétiens. Ainsi, dans une large mesure, la lutte pour la liberté de la Sarre signifie la conquête de ces couches pour la lutte de classe prolétarienne.

La position du catholicisme politique dans la Sarre est équivoque et chancelante. Il craint le rattachement à l'Allemagne qui signifierait la fin de ses organisations, et il redoute encore davantage une lutte ouverte contre le rattachement à cause des représailles fascistes contre le catholicisme. De toutes ces hésitations résulte une grave crise de ce courant qui livre ainsi ses partisans à Hitler. Le catholicisme favorisé dans les masses les tendances de soumission d'après le principe: « Ren-

dre à César ce qui est à César. » Le front uni dans la Sarre se borne à demander aux masses catholiques de voter le 13 janvier pour le *statu quo*. Il agit comme si ce vote était un « but en soi » et non une étape dans la lutte contre le fascisme et l'impérialisme français. Il renonce à une critique sérieuse et systématique de la position équivoque du clergé, il s'adapte aux préjugés petits bourgeois des catholiques pour ne pas les effrayer. Cette tactique, qui rappelle celle du « Front Populaire » en France, transforme en fait le prolétariat en appendice d'une partie de la bourgeoisie sarroise, partisan du *statu quo*, et ne peut qu'aboutir à la défaite des combattants antifascistes.

La revue de Münzenberg *Unsere Zeit*, n° du 11 novembre 1934, fait paraître un article sur la lutte dans la Sarre signé par W. Bertram. Il s'agit probablement d'une coïncidence.

Je tiens à déclarer que je n'ai rien à faire ni avec cet article ni avec la revue de Münzenberg.

Perspectives.

L'importance du 13 janvier ne consiste pas dans la détermination du sort de la Sarre. S'il est vrai que la force réelle du prolétariat dans les pays capitalistes est beaucoup plus grande qu'elle ne l'apparaît dans le rapport des forces au parlement, cette remarque est dix fois plus justifiée en ce qui concerne la Sarre. Le salut du prolétariat sarrois, quel que soit le résultat du plébiscite, est dans ses propres forces et dans la solidarité du prolétariat international, en premier lieu de celui de France.

Plaçons-nous dans la pire des hypothèses: le plébiscite du 13 janvier apporte une majorité à Hitler. De cette majorité jusqu'à la décision définitive sur le sort de la Sarre, il y a encore un chemin à parcourir. Mais supposons même qu'après certaines péripéties, Hitler reçoive la Sarre. Est-ce là la fin? Seuls les réformistes peuvent le croire, eux qui ne voient dans le prolétariat sarrois qu'un simple objet de politique impérialiste.

Si le prolétariat sarrois réussit en 1935, sans aucune illusion sur la S.D.N. ou la France, à accroître ses forces de classe, à consolider ses positions dans les usines, à créer une forte organisation armée, à mobiliser des parties importantes de la petite bourgeoisie catholique contre le fascisme, alors il aura créé les prémisses les plus importants pour transformer l'incorporation de la Sarre dans l'Allemagne en lutte ouverte entre le fascisme et le prolétariat. Les parties de l'Allemagne qui sont les plus étroitement liées à la Sarre — en premier lieu la Rhénanie et le Palatinat — sont profondément déçues par le fascisme. Dans l'Allemagne du Sud, toutes les oppositions au fascisme sont réunies: la lutte prolétarienne de classe contre le servage industriel, la lutte de la paysannerie moyenne contre la politique agraire du fascisme, la contradiction entre le courant fédéraliste petit bourgeois et l'Etat unitaire réalisé par la violence; enfin, l'opposition des industries d'exportation et de l'ancienne bourgeoisie libérale contre la politique industrielle et financière du fascisme, contre la politique d'autarchie. Les contradictions dans la classe dominante et le mécontentement profond des masses

petites bourgeoises se reflètent ici dans une double lutte religieuse: lutte du catholicisme contre l'idéologie raciste du fascisme; scission du protestantisme de l'Allemagne du Sud d'avec l'Eglise unitaire de l'évêque fasciste du Reich, Müller.

L'incorporation du prolétariat sarrois combattif dans l'Allemagne du Sud en effervescence peut ainsi devenir un facteur important pour le développement ultérieur de la lutte prolétarienne contre le fascisme en Allemagne.

Le prolétariat français, devant lequel s'ouvrent actuellement de vastes perspectives révolutionnaires, est intéressé fortement par les événements sarrois. S'il laisse la Sarre à elle-même — jusqu'à présent on ne peut dire qu'il ait soutenu sérieusement le prolétariat sarrois — il souffrira lui-même des conséquences que peut avoir la défaite de ce dernier.

Si la Sarre tombe entre les mains de Hitler et que le prolétariat sarrois reste sans aucune aide du prolétariat français et international, cela peut contribuer à sa défaite. Dans ces conditions, « la mise au pas » de ce prolétariat, démoralisé s'il ne voit aucune solidarité internationale, peut se transformer en un succès important de Hitler qui aura des répercussions fâcheuses sur la lutte antifasciste en France.

La lutte pour la Sarre peut mener aussi bien au changement dans les rapports de forces entre la révolution et la contre-révolution qu'à la guerre. L'issue de cette lutte sera déterminée dans une grande mesure par la politique indépendante de classe du prolétariat sarrois.

C'est vers la préparation de la lutte *révolutionnaire de classe* contre le fascisme allemand que devraient s'orienter dès aujourd'hui les communistes sarrois, en accord avec ceux des pays voisins. L'issue même du vote de janvier dépend, dans une grande mesure, du développement de cette action; la force du prolétariat, sa capacité de lutte, peut entraîner beaucoup d'hésitants. Les dirigeants communistes qui, à la suite des socialistes, espèrent le salut des baïonnettes françaises, du Vatican, de beaux discours et de sermons, qui négligent le reste, encourent une grave responsabilité devant la population sarroise et devant le mouvement ouvrier international.

W. BERTRAM.

Contribution à l'étude des partis politiques en France

Dans la situation extrêmement troublée où se présente actuellement la lutte des classes en France, au milieu du mouvement et de la crise des partis, une analyse des partis politiques est absolument indispensable pour que les communistes puissent préciser quels doivent être les rapports de leur parti avec les autres.

Si l'on veut tenter d'examiner en marxiste les partis politiques en France, il faut tout d'abord s'affranchir de la méthode bourgeoise parlementaire qui consiste à mettre sur le même pied chaque formation politique représentée au parlement ou menant campagne aux élections de façon plus ou moins individualisée.

Si l'on prenait les partis ou groupements politiques classés selon la tradition de droite à gauche, on obtiendrait à peu près la liste suivante: Action Française, Francistes, Solidarité Française, Parti Socialiste National, Fédération Républicaine (essentiellement l'Union Républicaine Démocratique), Parti Agraire, Parti Républicain Réformiste, Alliance Républicaine Démocratique (essentiellement le groupe des républicains de gauche), Radicaux Unionistes, Parti Démocrate Populaire, Républicains Socialistes, Radicaux Socialistes, Néo-Socialistes, Parti Camille Pelletan, Front Commun, Parti Socialiste S.F.I.O., Parti d'Unité Prolétarienne, Parti Communiste.

Une vingtaine de partis — et encore avons-nous omis beaucoup de « partis » ou groupes secondaires — sans compter un tas de ligues, comités, unions, redressements, associations d'anciens combattants, de contribuables, mouvements, « fronts », etc..., qui unissent les partis ou fractions de partis en groupes plus ou moins larges sur les plans les plus divers.

Tous ces partis et organisations politiques sont plus ou moins en état de lutte interne, de crise, de scission, de regroupement.

Il est clair que si l'on s'en tient à cette surface mouvante, si l'on ne cherche pas à s'appuyer sur le solide terrain de classe, toute tentative d'en dégager des lignes de direction, des perspectives, est vouée à l'échec.

Pour Marx, pour Lénine (1), ce qui importe de façon primordiale dans ce domaine, c'est d'établir la classification des grands types de partis, étant donné que chacun de ces types de partis correspond à une classe déterminée.

(1) Voir, par exemple, comment Lénine procède pour faire l'analyse des partis russes en 1906. Lénine, *Œuvres Complètes*, tome X, page 139, et en 1917 tome XX, pages 152 et 483.

Seule l'étude de la politique *réelle* des partis peut permettre d'en délimiter les contours réels et de révéler leurs liens avec les différentes classes.

L'incapacité d'appliquer cette méthode marxiste à l'étude des partis politiques a comme résultat la coexistence dans le Parti Communiste de deux conceptions. L'une n'est autre que la conception et la méthode bourgeoise parlementaire qui classe les partis non d'après leur politique réelle, mais d'après leur programme et leur phraséologie. C'est la méthode typiquement opportuniste. L'autre, qui reflète la réaction anarcho-syndicaliste devant les erreurs et les fautes graves auxquelles aboutit fatalement la méthode bourgeoise parlementaire, considère que tous les partis, sauf le Parti Communiste, — depuis l'Action Française jusqu'au Parti Socialiste y compris — sont des partis de la bourgeoisie. La bourgeoisie devient ainsi une sorte de demiurge au-dessus des partis, qui les manœuvre à la façon d'un montreur de marionnettes. Tel discours important est-il prononcé, telle position politique est-elle prise, que ce soit dans un congrès de la Fédération Républicaine, des Néo-Socialistes ou dans une réunion d'exclus du Parti, c'est « la bourgeoisie », entité abstraite, qui parle, qui effectue une manœuvre, qui avance un pion contre le prolétariat.

C'est cette grossière philosophie métaphysique, soit à l'état pur, soit à l'état de mélange avec la conception parlementaire la plus plate des partis politiques, qui constitue le fond des prétendues « analyses » dans la plupart des assises officielles du Parti Communiste français, surtout dans ces dernières années.

Comment s'étonner, après cela, que l'on puisse indifféremment faire découler de ces « analyses » les tactiques les plus diverses et les moins conformes à la situation ?

Si l'on ne veut pas être condamné à marcher à l'aveugle, à tomber sans cesse du zigzag opportuniste au zigzag anarcho-syndicaliste, il faut travailler à imposer les droits imprescriptibles de l'analyse marxiste dans le Parti Communiste. Il faut aussi s'affranchir de la méthode cherchant à caractériser les partis d'après la nature de classe des masses qui les suivent, qui sont sous leur influence, qui votent pour eux ou adhèrent dans leurs organisations de base. Cette méthode confond deux choses différentes qu'il convient, au contraire, de distinguer soigneusement: a) la classe dont le parti en question est l'expression politique; b) et les masses qu'il entraîne par différents moyens et dont il se sert.

**

A notre avis, on doit classer les partis et organisations politiques de la France d'après guerre du point de vue de leur nature de classe en quatre grands types traditionnels: les Républicains Nationaux, les Radicaux, les Socialistes, les Communistes.

Les *Républicains Nationaux* dont les formations historiques les plus importantes sont la Fédération Républicaine (Marin) et l'Alliance Démocratique (Poincaré, Tardieu, P. Reynaud) (avec ses divers groupes dont

le plus typique est celui des « Républicains de gauche »), forment un seul et même type de parti en dépit de leur morcellement, c'est le parti de la *bourgeoisie des trusts et des monopoles* et des gros propriétaires fonciers. Leur unité politique se manifeste dans tous les problèmes d'ensemble. Il est d'importance secondaire d'examiner les antagonismes momentanés qui peuvent les diviser, antagonismes reflétant les oppositions d'intérêts entre différentes branches d'industrie, entre cliques et castes politiques et financières, oppositions passagères sur les méthodes à employer pour spolier le prolétariat et la petite bourgeoisie. Que ce soit dans les questions des « réparations », de l'occupation de la rive gauche du Rhin, dans leur politique d'emprunts et leur politique fiscale, dans leur politique d'« outillage national » en 1930-1932, l'action de ces partis sert les intérêts et renforce la puissance des grands trusts, des grandes banques, des gros propriétaires fonciers. Elle lie davantage l'appareil d'Etat aux grands trusts bancaires qui reçoivent sur le budget national des milliards de subventions.

L'on voit ces partis dénonçant l'instabilité ministérielle, cherchant à obtenir la réduction des prérogatives parlementaires, travaillant à l'adaptation et à l'assouplissement de l'appareil administratif et s'efforçant de domestiquer les fonctionnaires.

Nous avons là *le parti de la grande bourgeoisie réactionnaire* particulièrement agressive contre les intérêts de la classe ouvrière et des masses travailleuses en général. On peut se faire une idée de son influence de masse en constatant qu'il rassemble depuis la guerre aux élections une moyenne approximative de 4 millions 300.000 suffrages. Il maintient sous son influence directe de vastes couches de la paysannerie arriérée, de la petite bourgeoisie des villes et aussi les couches arriérées du prolétariat, surtout par le moyen de l'église, de l'idéologie patriotique et en les effrayant par le « péril rouge ».

Devant cette bourgeoisie réactionnaire, se dresse le prolétariat renforcé par le développement rapide de l'industrie et par l'expérience de la guerre et de l'après-guerre immédiat, de l'Union Sacrée, des grands mouvements grévistes de 1919-1920 et surtout par l'influence de la révolution russe.

A ces grands événements, il faut ajouter l'expérience de la lutte contre l'occupation de la Ruhr, de la lutte contre la guerre du Maroc, deux expériences de « Bloc des Gauches », une vaste expérience gréviste, etc..., qui ont à leur manière formé l'avant-garde du prolétariat français, avant-garde qui a rompu avec la collaboration des classes et qui s'est séparée du réformisme social-démocrate sur de claires et profondes questions de principe. Malgré ses fautes systématiquement renouvelées, le Parti Communiste reste le principal pôle d'attraction des ouvriers révolutionnaires et des éléments avancés issus des classes moyennes.

Malgré ses oscillations entre le réformisme parlementaire et le sectarisme anarchisant, il exprime les intérêts historiques du prolétariat. Son influence directe s'exerce sur une grande masse de prolétaires révolu-

tionnaires comme le montre, sur le plan électoral, la répartition de ses 800.000 voix aux élections législatives de 1934.

Entre la bourgeoisie réactionnaire et le prolétariat révolutionnaire s'étend une mer de millions de gens appartenant aux couches intermédiaires de la société, notamment à la petite bourgeoisie paysanne, et qui oscillent sans cesse entre les deux pôles de la société capitaliste.

*
**

Deux grands types de partis s'appuient sur ces masses, le parti radical et le parti socialiste.

Les radicaux, malgré (ou précisément à cause de) leurs diverses volte-face politiques et les diverses constellations politiques et gouvernementales dont ils firent partie (1), forment un type distinct de parti.

C'est le *parti de la bourgeoisie libérale et moyenne*. Nombre de ses éléments dirigeants font partie des sphères du capital financier. Divers comités ou unions (Comité Masceraud, Union des Intérêts Economiques, etc.), lui sont autant d'articulations avec la grosse bourgeoisie monopolisatrice. Ces facteurs jouent un rôle essentiel sur la base sociale du radicalisme, qui se trouve dans les milieux de la bourgeoisie moyenne, paysans aisés, commerçants et gros fonctionnaires d'Etat, se débattant sous le joug des trusts.

Ce type bourgeois absolument incapable de combattre la grande bourgeoisie des trusts, possède en revanche de grandes « qualités » politiques: Hypocrisie parlementaire, prétendue honnêteté bourgeoise. Son idéal est purement conservateur. Conserver la démocratie parlementaire pourrie et la bureaucratie de l'Etat bourgeois impérialiste.

Il s'appuie essentiellement sur de grandes masses petites bourgeoises qui le suivent surtout à cause des menus services et par tradition (laïcité, souvent anticléricalisme, phraséologie de 1789), et qui sont dupées par ses promesses démocratiques. Les fortes liaisons de la bourgeoisie libérale avec la petite bourgeoisie et son hégémonie sur elle s'exercent entre autres par des organisations telles que la franc-maçonnerie et la Ligue des Droits de l'Homme.

Ces particularités du parti radical dans un pays où les masses petites bourgeoises, surtout paysannes, sont considérables, lui ont fait jouer jusqu'ici le rôle de volant de manœuvre, de « régulateur du régime des partis » et d'un parti gouvernemental par excellence.

(1) Rappelons brièvement que, depuis la guerre, les radicaux appartenent en majorité au Bloc National de 1919 (politiciens radicaux soutenus par l'Union des Intérêts Economiques de Billiet), puis s'opposèrent au Bloc National, fournirent la force la plus nombreuse du Cartel des Gauches (1924); formèrent ensuite l'Union Nationale avec les Républicains Nationaux sous l'égide de Poincaré (1926); passèrent dans l'opposition (Congrès d'Angers 1928), notamment contre Tardieu; enfin, après le nouveau Cartel des Gauches (1932), repassèrent à l'Union Nationale sous l'égide de Doumergue après les événements de février 1934.

Le parti radical n'est pas le parti de la petite bourgeoisie. Il ne lutte pas pour défendre (même de façon inconséquente) les intérêts de la petite bourgeoisie.

Il peut se présenter aux masses avec un programme petit bourgeois, mais dès qu'il est au pouvoir, il refuse d'appliquer un seul point de ce programme.

Toute l'histoire du parti radical au pouvoir est l'histoire de l'abandon des revendications de la petite bourgeoisie.

En 1932-1934, les mesures contre la petite bourgeoisie prises par le parti radical sont encore dans toutes les mémoires: conversion des rentes, impôts et taxes sur le petit commerce, politique du blé et du vin en faveur des gros, offensive contre les traitements des fonctionnaires.

Actuellement, dans son ensemble et sous la direction de ses chefs traditionnels, il se rallie au programme politique fondamental de la grande bourgeoisie.

Sur le plan électoral, son influence est de l'ordre de deux millions de voix.

*
**

Si le parti radical n'est pas un parti petit bourgeois, en revanche, la politique réelle, constante, du *Parti Socialiste*, permet de considérer ce dernier comme un parti de la démocratie petite bourgeoisie. Un militant socialiste moyen veut réformer la société capitaliste, supprimer les privilèges des gros dans les cadres du capitalisme.

Projet typiquement petit bourgeois, en effet, que son projet de contrôle des banques et de contrôle fiscal en régime capitaliste. Ses projets d'offices publics, de nationalisation des assurances, de nationalisation des chemins de fer, des mines, du pétrole, de protection de l'épargne, et enfin ses « plans » pour sortir la bourgeoisie de la crise.

Il essaye de faire aboutir ces réformes non pas en travaillant à la mobilisation des masses pour renverser la bourgeoisie, mais en collaborant avec cette dernière, en essayant de la convaincre que ces méthodes lui seront avantageuses, en se tenant strictement sur le terrain parlementaire légal et démocratique qui constitue toute la base de son activité.

Si le parti socialiste s'efforce — de façon inconséquente, timorée et vouée à l'échec — de défendre les intérêts de la petite bourgeoisie, par contre, en dépit de sa phraséologie prolétarienne et révolutionnaire, il sacrifie les revendications de classe du prolétariat lorsque celles-ci menacent les bases du régime, ce qui provoque la réaction de sa base prolétarienne.

Parmi cet amalgame hétérogène de couches sociales que représente la petite bourgeoisie, le parti S.F.I.O. est surtout le parti de l'aristocratie ouvrière, des intellectuels petits bourgeois, des paysans moyens, qui entraînent derrière eux une partie importante du prolétariat industriel et des paysans pauvres.

Il est évident que toute une partie des sommets et de l'appareil de la social-démocratie s'est, surtout depuis la guerre, de plus en plus intimement intégrée dans l'Etat bourgeois, surtout par le canal des

municipalités, coopératives et syndicats. Il est évident aussi (et cela fut vérifié par les faits) qu'une partie de cette couche refuse de lutter contre le fascisme et sabote la lutte antifasciste. Mais ceci ne suffit pas pour changer la nature de classe et le caractère du parti socialiste en tant que parti réformiste de la petite bourgeoisie et des ouvriers qui la suivent.

Sa nature de classe, son caractère, condamnent la théorie du « social-fascisme ». Il découle, au contraire, de la nature de classe du parti socialiste la possibilité de l'alliance entre le parti socialiste et le parti du prolétariat révolutionnaire, de l'alliance entre le petit bourgeois démocratique et l'ouvrier révolutionnaire pour des buts limités, dans le cadre du régime capitaliste.

En même temps, il en découle qu'au fur et à mesure que la situation devient révolutionnaire et que s'approche le moment de l'insurrection, le parti socialiste devient inévitablement, à l'intérieur du front unique, une force conservatrice.

Mais, de façon aussi inévitable, à ce moment, au sein même du parti socialiste doit se produire et s'accélérer la différenciation dans ce parti entre les éléments petits bourgeois et prolétariens, le passage de son aile prolétarienne sur les positions du communisme.

C'est pourquoi l'idée que le front unique des partis socialiste et communiste peut jouer le rôle de dirigeant de la révolution prolétarienne est une illusion petite bourgeoise. Seul, le parti communiste, dans la mesure où il est effectivement l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat, peut jouer ce rôle.

*
**

Il est clair que cette classification, comme toute classification, présente un certain schématisme. L'activité, le développement progressif ou la décadence de chaque classe, suscitent sans cesse dans le cadre général de ces types politiques fondamentaux, des courants, des luttes intérieures, des scissions, des unifications.

Il n'existe pas entre les différentes classes et entre les différents partis des frontières rigides. L'image réelle est beaucoup plus compliquée. Par exemple, l'on peut dire qu'il y a des socialistes (dans le sens de représentants de la petite bourgeoisie démocratique) chez les radicaux, tels Bergery, Cudenet, etc., et des radicaux chez les socialistes (Frossard, Grumbach, etc.). Il y a aussi, par exemple, une aile prolétarienne chez les socialistes ou à côté d'eux, qui y reste par suite de l'incapacité du parti communiste d'entraîner ces éléments prolétariens.

Mais dans l'ensemble c'est par l'intermédiaire de ces quatre grands partis correspondant chacun à des classes ou couches sociales déterminées, que s'exprime la lutte de classe et la vie politique de la société française d'après guerre jusqu'aux années 1932-1934.

Jusque là on constate une stabilité remarquable dans le rapport des forces entre ces divers partis qui s'exprime, par exemple, sur le terrain électoral. Au cours des élections législatives de 1919, 1924, 1928, 1932, la répartition des voix entre les quatre grands types de partis a relati-

vement peu varié, surtout en ce qui concerne le parti des républicains nationaux et le parti radical.

Jusque là, la domination de la bourgeoisie française s'exerçait de la façon classique par l'emploi alternatif ou combiné des deux méthodes de gouvernement (conservatrice et libérale) dont Lénine montrait déjà toute l'importance en 1910. (Voir: LÉNINE: *Les divergences de vues dans le mouvement ouvrier européen.*)

« C'est premièrement, dit Lénine, l'emploi de la violence, le refus de faire quelque concession que ce soit au mouvement ouvrier, le soutien des vieilles institutions périmées, la répudiation catégorique de réformes. Telle est la nature politique conservatrice qui cesse de plus en plus en Occident d'être la politique des classes féodales pour devenir une des variétés de la politique générale de la bourgeoisie. La deuxième méthode, c'est la méthode du « libéralisme », du progrès dans le sens du développement des droits politiques, des réformes, des concessions, etc... »

Il ne s'agit pas là d'une mécanique consciente de l'entité « bourgeoisie » qui appellerait successivement au pouvoir tel ou tel groupe ou parti représentant soit la méthode de la violence réactionnaire, soit la méthode « libérale ».

« La bourgeoisie, dit Lénine, passe d'une méthode à l'autre non par calcul malveillant de certains éléments et non plus par hasard, mais bien par suite de la contradiction foncière de sa propre situation. Une société capitaliste normale (souligné par nous, M. B.) ne peut pas se développer avec succès sans régime représentatif stable, sans certains droits politiques de la population, laquelle ne peut pas ne pas se signaler par des exigences relativement élevées dans le domaine culturel. Ces exigences dans le sens d'un certain minimum de bien-être sont dues aux conditions du système capitaliste de production lui-même, avec sa technique élevée, sa complexité, sa souplesse, sa mobilité et la vitesse de développement de la concurrence universelle. »

La méthode de gouvernement restait essentiellement sur le terrain parlementaire.

Mais avec la crise et les mouvements de masses qu'elle engendre (paysans, contribuables, petits commerçants, etc.), surtout avec le 6 février et puis avec les tentatives de Doumergue d'instaurer un pouvoir extra-parlementaire, indépendant du jeu habituel des partis politiques, le classique et vieux mécanisme ne fonctionne plus. La bourgeoisie ne peut plus se contenter des anciennes formes de gouvernement.

La démocratie bourgeoise française, avec son régime traditionnel des partis, est entrée dans la période de crise. C'est l'analyse de cette crise qui fera l'objet d'une étude dans un des prochains numéros de notre revue.

Marcel BRÉVAL.

DANS L'INTERNATIONALE

Entre les deux Congrès de l'Internationale Communiste

Le VII^e Congrès de l'Internationale Communiste est convoqué pour le premier semestre 1935, 7 ans après le VI^e Congrès, à moins que cette date ne soit de nouveau remise. Le Présidium du Comité Exécutif de l'I. C., par sa décision du 5 septembre 1934, a arbitrairement changé la date primitive — seconde moitié de 1934 — fixée par la XIII^e Assemblée plénière du C. E. de l'I. C. en décembre 1933.

Le Congrès est convoqué, en violation des statuts de l'I. C. adoptés en 1928 qui prévoyaient « que le congrès mondial se réunit une fois tous les deux ans » (chapitre 2, § 8, alinéa 3). Donc, depuis 4 ans, le Comité Exécutif a prolongé arbitrairement ses pouvoirs, les a usurpés même au point de vue formel, sans fournir aux partis communistes la moindre explication de cette façon d'agir.

Le Présidium du C. E. en prolongeant de nouveau de 6 mois les pouvoirs de la direction de l'I. C., en changeant la décision du Comité Exécutif « auquel il est subordonné » (chapitre 3, § 19 des statuts) souligne une fois de plus le peu de cas que la direction de l'I. C. fait de la légalité de l'Internationale.

Le VII^e Congrès n'a été précédé d'aucune discussion. Le seul document porté à la connaissance des partis avant la remise du Congrès fut l'ordre du jour du Congrès adopté par le Présidium le 28 mai 1934.

Ce n'est qu'après la remise de la date primitive que le Présidium décida « d'organiser la discussion en vue du 7^e Congrès... en tenant compte pour cela des leçons de l'expérience... depuis le 6^e Congrès de l'I. C. ».

Tout en ne se faisant aucune illusion sur le Congrès de l'I. C., préparé dans des conditions pareilles, nous considérons de notre devoir de communistes de prendre part à la discussion en vue du 7^e Congrès de l'I. C. Nous essayerons de dégager les leçons essentielles de ces sept années de vie de notre Internationale, du développement du P. C. F. en particulier, de soumettre sa politique à une critique communiste, d'aider ainsi les communistes à se faire une idée exacte sur la politique suivie pendant ces années, sur ses résultats, sur la politique à suivre.

Nous commençons par l'article sur le front unique.

N. D. L. R.

Le front unique et la tactique « classe contre classe »

« Que serait-il advenu si le parti n'avait pas modifié sa tactique (en 1928)?... Le parti aurait été, peut-être, numériquement fort pendant la campagne électorale, mais il aurait disparu comme forme révolutionnaire en France et serait devenu l'appendice du bloc des gauches, la queue de la social-démocratie. » (Du discours de J. Humbert Droz, un des secrétaires de l'I. C., à la Commission française du VI^e Congrès de l'I. C. en 1928 (1)).

Ces paroles de Humbert-Droz caractérisent le sens du « tournant » effectué en 1928 par le IX^e Exécutif de l'I.C. et le VI^e Congrès Mondial dans la politique du P.C.F. Comme en 1934 la France fut, en 1928, un des premiers pays où l'ancienne tactique fut abandonnée en faveur d'une tactique nouvelle, car, selon l'aveu d'un des secrétaires de l'I.C., l'ancienne tactique 1925-1928, à laquelle le parti est en train de revenir, menait vers « la disparition du parti comme force révolutionnaire ».

Seulement, à ce moment, les dirigeants de l'I.C. reconnaissent qu'on effectuait un *grand changement* en France. Boukharine, dirigeant de l'I.C., en 1928, affirme même en février 1928 qu'il ne connaît dans l'histoire d'aucun parti, voire du parti russe, « un seul précédent où nous ayons posé la question aussi catégoriquement qu'en France » (2).

Il est curieux de constater qu'actuellement les dirigeants du P.C.F. et de l'I.C. qualifient *le retour en fait* à la tactique de 1925-1928 (qu'on est en train de dépasser) comme l'application de la politique du VI^e Congrès Mondial, en « oubliant » complètement qu'ils contredisent les décisions et les explications des dirigeants qualifiés de l'I.C.

La nouvelle ligne politique fixée par le IX^e Exécutif et le VI^e Congrès Mondial, développée par le X^e Exécutif en 1929, c'est la politique baptisée « classe contre classe ».

Voici l'exposé autorisé de cette ligne fait par Molotov, à ce moment le dirigeant de l'I.C., dans son discours au XVI^e Congrès du P.C. de l'U.R.S.S., le 7 juillet 1930:

« En liaison avec l'aggravation des contradictions de classe et l'activité accrue des masses prolétariennes, l'Internationale Communiste a adopté et appliqué d'une façon conséquente la tactique « classe contre classe ». L'essence de cette tactique consiste dans la *renonciation à n'importe quels accords avec la social-démocratie* (c'est moi qui souligne, P. L.) et dans le renforcement de la lutte contre le social-fascisme, pour les masses ouvrières, par le front unique par en bas. Il y a encore trois ans, les partis communistes concluaient

(1) *Classe contre classe*, Paris, Bureau d'Éditions, 1929, pp. 231-32.

(2) *Id.*, p. 85.

parfois des accords temporaires avec la social-démocratie, par exemple lors des élections parlementaires et communales. *L'adoption de la tactique « classe contre classe » signifiait non seulement la renonciation complète aux blocs avec la social-démocratie, quels qu'ils soient, mais le passage à la lutte renforcée contre le social-fascisme sur toute la ligne.* » (C'est moi qui souligne, P. L.)

Il suffit de comparer ces paroles, dépourvues de toute équivoque, avec les déclarations actuelles des camarades Thorez, Gitton, que les accords électoraux avec les socialistes et même les radicaux, c'est l'application de la tactique « classe contre classe », pour se convaincre que les dirigeants du parti déforment l'histoire du parti, sèment la confusion pour cacher l'abandon complet de la ligne politique du VI^e Congrès de l'I.C. et du X^e Exécutif Elargi.

Pour Molotov, la tactique « classe contre classe » et la lutte implacable contre le « social-fascisme » découlent de *l'aggravation des contradictions de classe et de l'activité accrue des masses prolétariennes*. Dans ces nouvelles conditions, la social-démocratie change de caractère et devient un parti social-fasciste, « aile modérée du fascisme » (Staline).

On peut résumer l'appréciation officielle de la social-démocratie par l'I.C., depuis 1928, comme suit: le parti socialiste n'est plus un parti démocratique et réformiste petit-bourgeois, comme il l'était encore après la guerre (voir, par exemple, le discours de Knorine au XIII^e Exécutif de l'I.C., pp. 31 et 32); il est devenu un parti social-fasciste (soit une aile du fascisme), un parti capitaliste réactionnaire. Comme *partie intégrante* du bloc des forces contre-révolutionnaires de la bourgeoisie, il ne peut d'aucune façon lutter contre la bourgeoisie et le fascisme. Aucune distinction n'est admissible ici entre la droite et la gauche; la gauche poursuit la *même politique* que la droite. Ses propositions pour changer la politique du parti socialiste, même ses actes dirigés contre la bourgeoisie et le fascisme (la participation aux grèves, même proclamation de grèves politiques), ce n'est que du bavardage, de la phraséologie stérile, des manœuvres dangereuses et nuisibles pour le prolétariat. La lutte contre le parti socialiste apparaît ainsi sur le même plan que la lutte contre tous les autres partis réactionnaires, aucune différenciation n'est admissible sans qu'on sème des illusions chez les ouvriers sur le caractère du parti socialiste: c'est le sens de la tactique « classe contre classe », le parti communiste contre le parti socialiste et tous les autres partis de la bourgeoisie.

Mais le parti socialiste influence encore de nombreux ouvriers qui le suivent et sans la conquête desquels le parti communiste ne peut conquérir la majorité de la classe ouvrière, condition essentielle pour la révolution prolétarienne. Pour conquérir ces ouvriers, l'Internationale Communiste préconise précisément la tactique du « *front unique par en bas* » qui se confond avec la tactique « classe contre classe ». Il faut appeler les ouvriers socialistes à lutter ensemble avec les communistes, *sous la direction du parti communiste*, contre la bourgeoisie et, dans la mesure où la social-démocratie forme une partie intégrante de la bourgeoisie, contre le parti socialiste. Cette tactique est bien résumée

dans le titre d'un article sans signature paru dans le n^o 20 de la revue *l'Internationale Communiste* du 15 octobre 1931: « Le front unique avec les ouvriers social-démocrates dans la lutte contre le social-fascisme. »

Trois ans plus tard, Thorez répète la même idée dans *l'Humanité* du 13 avril 1934:

« Ce que nous voulons, c'est unir les ouvriers socialistes, communistes et sans-parti, dans la lutte contre la bourgeoisie et *contre son principal soutien social, la social-démocratie...* » (C'est moi qui souligne, P. L.)

*
**

Cette tactique, dans sa forme pure, exclut les propositions d'action commune non seulement aux dirigeants socialistes, non seulement sur le plan local, mais même aux fonctionnaires de la base, aux « *chefail-lons* » dans les entreprises.

« La tactique du front unique ne consiste ni en coalition par en haut avec la social-démocratie, ni en politique d'accords avec ses fonctionnaires par en bas... La tactique du front unique ouvrier serait une chose très facile, s'il suffisait, pour la réaliser, que les partis communistes concluent des accords plus ou moins « amicaux » avec les autres organisations de base dans les entreprises pour des actions communes. *La tactique du front unique est une lutte des plus implacables contre les organisations réformistes et social-démocrates pour la conquête des masses dans les entreprises...* Nous devons les (les fonctionnaires social-démocrates de base) isoler et exiger des ouvriers social-démocrates, selon le niveau de notre influence et au nom de toute la masse des ouvriers, qu'ils quittent le parti social-démocrate. En corrélation avec ceci, après chaque action réalisée sur la base de la tactique du front unique, nous devons nous organiser dans l'entreprise une campagne de recrutement pour notre parti. » (*Rapport de Manouïlski au X^e Exécutif. Correspondance Internationale, p. 877-1929.*)

Dire actuellement que cette ligne mettant au centre la lutte implacable contre les organisations réformistes, contre tous les dirigeants socialistes, n'interdit ni les propositions d'action commune aux chefs social-démocrates « intégrés dans le bloc capitaliste », ni les blocs avec eux, cela signifie tout simplement se moquer des ouvriers.

Willy Munzenberg, membre du C.C. du Parti Communiste allemand, était parfaitement « dans la ligne », quand il qualifia, au début de 1932, un an avant l'arrivée de Hitler au pouvoir, la proposition de Trotsky de conclure un bloc du P.C. avec le parti socialiste contre le fascisme de proposition fasciste! (*Der Rote Aufbau* du 15 février 1932.) Jamais le C.C. du P.C.A., ni l'Internationale Communiste, n'ont désavoué Munzenberg, n'ont condamné cette conception que Munzenberg appuie d'ailleurs par de nombreuses citations des discours des dirigeants de l'I.C. et des documents officiels.

Thaelmann qualifie la constitution d'un nouveau parti socialiste de gauche qui s'opposait à la politique des chefs du parti socialiste alle-

mand de « plus grave crime qu'on puisse commettre à l'égard de la classe ouvrière » (1), conformément aux décisions des Congrès du Parti Communiste allemand. Les éléments gauches de la social-démocratie devaient donc, selon cette conception, dans la mesure où ils n'étaient pas encore communistes, rester plutôt dans le « parti social-fasciste ». C'est ainsi que le P.C.A. encourageait les éléments prolétariens hésitants du parti socialiste évoluant à gauche!

Le schéma des dirigeants de l'I.C. de 1928-1931 — « Les ouvriers socialistes entrent en lutte dans les entreprises, ensemble avec les communistes, contre les capitalistes et contre leurs organisations, et après l'action commune, abandonnent les uns après les autres leur parti et adhèrent au P.C. » — était très beau et très séduisant. Tous ses adversaires furent proclamés contre-révolutionnaires et chassés des partis communistes et de l'I.C. comme des obstacles dans la voie de la conquête des ouvriers socialistes. Ainsi rien n'empêchait, paraît-il, sa réalisation.

Oui, mais ce schéma, dès sa mise en application, a montré qu'il souffrait d'un petit défaut, hélas incurable: il était en contradiction complète avec la vie. Ni les ouvriers socialistes, ni les dirigeants socialistes de gauche ne voulaient agir conformément à l'appréciation du C.E. de l'I.C. Les décisions de l'I.C. reproduites par toutes ses sections ne suffisaient pas pour convaincre les ouvriers réformistes que leur parti est un parti social-fasciste, intégré dans le bloc réactionnaire bourgeois et qu'ils devaient rejoindre le parti communiste. Les dirigeants gauches de la social-démocratie de même se refusaient à mener la politique capitaliste de leurs collègues de droite; souvent, ils participaient aux grèves, à la lutte contre le fascisme, quoique d'une façon hésitante et inconséquente. Les affirmations gratuites des communistes, que tout cela n'est qu'une illusion et une manœuvre des plus perfides, avaient un résultat exactement opposé aux prévisions: les ouvriers socialistes se serraient avec plus de force autour de leurs dirigeants, la différenciation entre les véritables gauches évoluant vers le communisme et les pseudo-gauches, faisant en réalité le jeu de la droite, était empêchée, la tactique fautive les soudait ensemble. Loin de s'accroître et de récolter les fruits de la crise de la social-démocratie, les partis communistes ont abouti, par l'application de la tactique du « front unique rien que par en bas », à la coupure de plus en plus prononcée avec les ouvriers réformistes.

*
**

Au lieu de reconnaître franchement, à la lumière de l'expérience, la fausseté du schéma officiel du VI^e Congrès et de corriger la politique, dont les conséquences néfastes apparaissent déjà nettement vers 1930, comme cela devrait être le cas pour le parti du prolétariat révolutionnaire, la direction de l'I.C., reconnue infaillible, continue à considérer que la ligne est juste, qu'on a trop peu combattu encore la social-démocratie. Renforcez la lutte contre la social-démocratie! Voici les

(1) Revue *Die Internationale*, n^{os} 11-12, 1931.

directives que les assises internationales lancent sans cesse depuis 1928, en constatant l'inefficacité de la politique poursuivie. Et surtout renforcez le feu contre les socialistes de gauche dont l'activité et l'existence même bouleversent tout le schéma officiel! Il faut les combattre non pas à cause de leur *lutte mauvaise* ou *insuffisante* contre la bourgeoisie, contre les chefs réformistes de droite, mais à cause de leurs *aspirations* à la lutte de classe, qualifiées de manœuvres et de bavardage.

Quant aux ouvriers socialistes, en voyant qu'ils « s'obstinent » à ne pas rompre avec leur parti et rejoindre le parti communiste, on hésite entre deux attitudes: ou bien on attribue l'insuccès au mauvais travail des communistes et on réitère les appels: il faut se tourner vers l'ouvrier socialiste, qu'on idéalise en le présentant comme ayant déjà compris le rôle de son parti, ou bien on pense arriver par la « méthode forte », en proclamant les ouvriers socialistes responsables de la victoire du fascisme (1).

Les résultats de la « méthode forte » ne se sont pas montrés plus efficaces que ceux de la méthode douce! On pouvait employer n'importe quel langage par rapport à l'ouvrier socialiste; dans la mesure où la tactique restait la même, les résultats s'avéraient négatifs comme devaient le constater les Exécutifs de l'I.C. et les Congrès des Partis Communistes.

Mais la direction ne voulait pas céder, ne voulait pas sacrifier son prestige aux exigences de l'action révolutionnaire et de la conquête *en réalité*, et non pas sur le papier, des ouvriers socialistes. Quand la contradiction devenait trop flagrante, quand les partis se trouvaient devant une impasse, alors la direction de l'I.C. cédait pour une courte période, sans permettre naturellement la moindre atteinte « à la ligne », sans changer dans la moindre mesure l'appréciation de la social-démocratie et les bases de la tactique. C'est le sens du « tournant » en France en 1931, où l'on préconise, pour la première fois depuis 1928, un désistement éventuel pour un candidat socialiste aux élections cantonales; du « tournant » en Allemagne après les résultats désastreux des élections du printemps 1932; du « tournant » d'automne 1932, qui s'est exprimé surtout dans la convocation du Congrès d'Amsterdam contre la guerre; enfin de l'appel au front unique adressé à tous les partis socialistes en mars 1933. Tous ces pas sont en contradiction formelle avec la tactique « classe contre classe » définie par le VI^e Congrès mondial et le X^e Exécutif. Au fond, depuis 1931, la politique de l'I.C. est caractérisée par une incohérence croissante, par une juxtaposition d'au moins deux

(1) Ainsi, après la défaite allemande en février 1933, le Présidium du Comité Exécutif de l'I. C., dans sa résolution du 1^{er} avril 1933, accuse « les ouvriers social-démocrates... d'avoir brisé la lutte de la classe ouvrière ».

Knorine, dans un article publié dans la *Correspondance Internationale* du 13 mai 1933, met tous les points sur les i :

« Si les forces du prolétariat ne suffisaient pas encore pour la riposte révolutionnaire au fascisme, si la classe ouvrière doit encore subir des défaites partielles, la faute en retombe *exclusivement* sur ceux des ouvriers social-démocrates qui n'ont pas encore compris la trahison de la social-démocratie, qui restent encore dans les rangs des organisations social-démocrates, qui paralysent l'initiative révolutionnaire des masses ouvrières. »

tactiques différentes, avec la prédominance du cours sectaire, par des zigzags continuels jetant la confusion chez les militants et permettant aux dirigeants du parti de jongler avec les faits, de se créer des alibis, de s'appuyer tantôt sur le « zigzag de droite » (nous avons proposé le front unique en septembre 1931, en octobre 1932, en mars 1933), tantôt sur « sa condamnation » (nous avons condamné toute concession envers la social-démocratie en janvier 1932, en janvier 1933, en janvier 1934).

Toute la politique de front unique est dominée par ces contradictions qui marquent l'effritement, sous les coups des faits, de la théorie du social-fascisme et de la tactique « du front unique rien que par en bas », de la tactique électorale « classe contre classe ». Dans la mesure où l'on conservait la fausse appréciation de la social-démocratie — partie intégrante du bloc capitaliste — des tournants vers la tactique du front unique en tant que lutte commune avec la démocratie petite-bourgeoise pour des objectifs limités, s'avéraient momentanés, réticents, contradictoires, suivis de rechutes « gauchistes » plus profondes encore.

*
**

L'arrivée du fascisme en Allemagne sans réaction du prolétariat, malgré l'appel du Parti Communiste à la grève générale, a montré d'une façon particulièrement brutale la faillite de la tactique de l'I.C. envers la social-démocratie: le P.C. n'a pas réussi par sa tactique à détacher une partie tant soit peu importante des ouvriers socialistes de leurs chefs. Les ouvriers de tous les pays ont senti, d'après l'exemple allemand, que cela ne peut plus continuer comme auparavant, qu'il faut réaliser l'unité de lutte des ouvriers dans la lutte contre le fascisme, avant qu'il soit trop tard, que c'est contre la réaction et le fascisme qu'il faut « principalement orienter les attaques » et non pas contre la social-démocratie, comme le disait le XII^e Exécutif en 1932.

Cachin exprime cet état d'esprit des masses ouvrières quand il écrit dans l'*Humanité* du 14 juillet 1934:

« Nous n'avons pas oublié le grand fait historique de ces dernières années. Les prolétariats des pays voisins qui n'ont pas su réaliser à temps leur front uni, ont été lourdement frappés.

« Nous voulons tout faire pour éviter aux travailleurs français pareille calamité. »

L'Internationale Communiste va-t-elle tirer la leçon de la défaite allemande? Il pouvait sembler qu'elle s'engageait dans cette voie — et c'est l'histoire de son appel du 5 mars 1933 recommandant à tous les partis communistes de « proposer aux Comités Centraux des Partis Socialistes ... une action commune contre le fascisme et l'offensive du capital ». L'I.C. croit même « possible de recommander aux partis communistes de renoncer aux attaques contre les organisations socialistes durant l'action commune contre l'offensive du capital et contre le fascisme », condition jugée toujours inacceptable par l'Internationale Communiste. Notons, à titre de curiosité, que dans l'*Humanité* du 27 février 1933, donc six jours avant cet appel, a paru la résolution du Comité Central du P.C.F. où nous lisons:

« En aucun cas, il (le P. C.) ne saurait atténuer sa critique et sa lutte contre la politique néfaste des organisations et des chefs social-démocrates et réformistes. »

Thorez et Gitton aiment à rappeler l'appel du 5 mars 1933 comme preuve de la volonté de l'I.C. et du P.C.F. de réaliser l'unité d'action. Ils omettent seulement d'en raconter la suite.

Cet appel fait pour les Partis Communistes du monde entier, donc sans considération des conditions particulières et des situations différentes des pays, est resté sans lendemain.

Knorine a enterré solennellement « ce tournant momentané » dans l'article cité plus haut:

« Les sections de la II^e Internationale ayant ouvertement renoncé au front unique révolutionnaire, il est inutile de leur adresser de nouvelles propositions. Désormais, il est clair pour tout le monde que le front unique révolutionnaire du prolétariat ne peut être établi qu'à la base, sur la voie de l'organisation de la lutte révolutionnaire de masses comme les communistes l'ont toujours affirmé. Il est clair qu'aucune force autre que le P. C. n'est capable et n'a la volonté d'organiser la lutte de la classe ouvrière. » (*Correspondance Internationale*, 13 mai 1933, p. 479.)

« Il s'agissait, expliquait Jacques Duclos en juillet 1933, de faire une démonstration politique devant les masses, de montrer le rôle joué par la social-démocratie et des appels au sommet... ne constituent nullement la politique courante de front unique. » (*L'action du prolétariat et le front unique*, p. 16.)

Ainsi, selon l'avis autorisé de Jacques Duclos, il ne s'agissait, le 5 mars 1933, que d'une démonstration politique unique qu'il est inutile de répéter (Knorine *dixit!*). Pourquoi donc la présenter comme une offre sérieuse de front unique? Pourquoi en faire la politique courante?

A peine vingt-six jours après cette démonstration particulière, le Présidium du C.E. de l'I.C. faisait un nouveau « tournant à gauche » et reconnaissait juste la politique du C.C. du P.C.A., c'est-à-dire, sa propre politique d'avant le coup d'Etat hitlérien avec le « coup principal dirigé contre la social-démocratie ».

Dans l'appel de l'I.C. pour le 1^{er} mai 1933 (*Humanité* du 29 avril), nous retrouvons intacte la vieille chanson:

« Il nous faut aujourd'hui le front unique par en bas et non des pourparlers de direction à direction avec les Wels et les Renaudel... Seul le front unique par en bas assurera le succès (du front unique de la classe ouvrière). » (Qu'en pensent aujourd'hui les dirigeants du P. C. F.?)

Nous sommes à nouveau au point de départ. La leçon allemande est considérée comme inexistante, les considérations de prestige et d'infaillibilité se sont avérées trop fortes, on leur sacrifie les intérêts de la lutte contre le fascisme.

« Le cours gauche » va crescendo jusqu'au XIII^e Exécutif en décembre 1933 qui

« invite toutes les sections de l'Internationale Communiste à lutter avec ténacité, en dépit des chefs traîtres de la social-démocratie et contre eux, pour la réalisation du front unique de lutte avec les ouvriers social-démocrates. » (*Thèses du XIII^e Exécutif*, Paris, 1934, p. 20.)

Pour la France, cette ligne est exprimée dans une résolution du Comité Central publiée dans le n° 24 des *Cahiers du Bolchévisme* du 15 décembre 1933.

Selon la lettre de Doriot du 25 mai (ce fait n'a jamais été démenti), le document en question fut élaboré à Moscou, par la direction de l'Internationale Communiste d'accord avec la délégation française au XIII^e Exécutif.

Que lisons-nous dans ce document sur l'attitude à adopter envers la direction du Parti Socialiste?

« Il faut repousser résolument toute idée de faire des propositions de front unique à la direction du P. S. (S. F. I. O.) à l'heure actuelle: dans les circonstances présentes pareille proposition créerait des illusions sur la possibilité de son redressement et contribuerait à sa consolidation sous la direction de l'équipe Blum-Faure-Zyromski. » (*Cahiers du Bolchévisme*, p. 1267.)

Il fallait les événements de février en France et en Autriche, où des détachements importants de la social-démocratie combattirent courageusement contre la réaction capitaliste — quoique d'une façon inconsciente, sans conscience nette du caractère de la lutte —, il fallait la « révolte » des ouvriers communistes en France qui, entre février et mai, réalisèrent le front unique avec les organisations socialistes dans des centaines de comités, et d'actions communes, pour que la direction de l'I.C., se rendant enfin compte de la gravité de la situation et de l'impasse où elle est arrivée, abandonne la ligne du VI^e Congrès de l'I.C., à peine quelques mois après sa confirmation solennelle par le XIII^e Exécutif. En France, au courant du mois de juin, le tournant fut effectué, et le 25 juillet fut conclu le pacte entre le parti communiste et le parti socialiste, « le détachement de combat de l'impérialisme mondial qui prépare la guerre contre l'U.R.S.S. » (selon les thèses du XI^e Exécutif, 1931, p. 20).

Il fallait les événements d'octobre 1934 en Espagne, où le parti socialiste participait à l'insurrection armée — après avoir frayé le chemin en 1931-1933 à la réaction cléricale et féodale — pour qu'un second pas soit franchi. L'I.C. qui, en 1933, après la défaite allemande, a refusé de parler avec la II^e Internationale, s'adresse cette fois-ci à elle avec la proposition d'une action commune de soutien des ouvriers espagnols. La ligne du VI^e Congrès Mondial dans la question du front unique reçut ainsi le dernier coup.

*
**

Les camarades qui sentent la contradiction entre la politique d'hier et celle d'aujourd'hui et ne sont pas satisfaits par l'explication officielle

que « rien n'a changé », adoptent une explication plus plausible: la situation a changé, il fallait donc changer la tactique. Les communistes doivent adapter leur tactique aux circonstances concrètes, les citations d'hier ne peuvent donc être opposées à la politique d'aujourd'hui.

Cet argument paraît très fort; en réalité, il ne s'agit ici que d'un sophisme. C'est vrai que la tactique doit changer avec le changement de la situation, mais entre la tactique d'hier et celle d'aujourd'hui, il ne peut y avoir d'abîme, il doit exister une continuité. Cette continuité correspond à ce qui reste constant pendant des périodes relativement longues, le caractère fondamental des forces sociales en présence, les objectifs historiques pour lesquels les classes luttent. Celui qui, sous l'influence des circonstances momentanées, jette par dessus bord les principes de son action d'hier, est un opportuniste petit-bourgeois et non pas un révolutionnaire prolétarien. Dire que la situation change, donc il faut changer la politique, c'est reconnaître une vérité tellement générale qu'elle ne donne pratiquement rien pour apprécier le caractère du changement. Il faut voir d'abord honnêtement ce qu'on disait hier, vérifier dans quelle mesure nos prévisions se sont réalisées; ensuite voir ce qui a changé et, sur cette base, modifier la tactique.

Or, que disait l'I.C. hier? Que la situation est dominée: 1° par l'aggravation des contradictions de classe et l'activité accrue des masses prolétariennes (voir plus haut); 2° que dans ces conditions, la social-démocratie est devenue « partie intégrante de la dictature bourgeoise sous toutes ses formes et notamment du système fasciste » (1), « l'aile modérée du fascisme ». D'où la conclusion: il faut renforcer la lutte contre la social-démocratie sur toute la ligne, il faut appliquer « le front unique rien que par en bas » et la tactique « classe contre classe ».

Qu'est-ce qui a changé depuis lors? Les contradictions de classe se sont encore aggravées, l'activité des masses s'est encore développée par rapport à 1928-1931 — au moins dans les pays comme la France, l'Espagne, l'Autriche, etc. Si donc ces causes justifiaient la tactique « classe contre classe », le moment serait venu de l'appliquer avec toute sa rigueur en France en 1934, comme on l'a d'ailleurs essayé lors des journées de février.

La social-démocratie a-t-elle changé en 1934 encore une fois « sa nature » après le premier changement en 1928? Est-elle encore le parti social-fasciste? La II^e Internationale reste-t-elle encore « la police du capital » (2) comme en 1931 — définitions confirmées par le XIII^e Exécutif en décembre 1933? Si oui, les propositions de front unique aux partis socialistes, à la II^e Internationale ne sont d'aucune façon justifiées. Si ces définitions ne sont pas justes, il faut le dire expressément, il faut montrer cette prétendue transformation, par exemple, de la II^e Internationale, en particulier du Labour Party anglais, du parti socialiste suédois, du parti socialiste tchèque participant aux ministères bourgeois,

(1) Manouïlsky, *Les partis communistes et la crise du capitalisme*, 1931, p. 7.

(2) *Id.*, p. 85.

etc., transformation permettant de faire avec eux le front unique par en haut.

Cette transformation miraculeuse n'existe pas, la social-démocratie n'est pas devenue, en 1934, un parti prolétarien de classe, comme elle n'est pas devenue, en 1928, un parti fasciste. Cela ne signifie pas que des processus complexes ne s'effectuent à l'intérieur du parti socialiste, mais précisément la théorie du social-fascisme mettant dans le même sac tous les courants du Parti Socialiste, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, tous les courants de la société bourgeoise (sauf les communistes), des socialistes aux fascistes, empêchait de suivre pas à pas ces processus et d'y adapter nos méthodes d'action, les formes de notre tactique.

Ainsi, il est impossible d'expliquer le tournant actuel sans soumettre à la critique la ligne politique fondamentale du VI^e Congrès de l'I.C. et des Exécutifs qui l'ont suivi. La nécessité de changer la ligne précisément dans les circonstances qui devaient justifier son application intégrale, marque la *fausseté* de la ligne tactique « classe contre classe » et du « front unique rien que par en bas ».

Mais pourquoi s'acharner sur ce passé? demandent des camarades qui, depuis 1928, attendaient la fin du « cours sectaire ». L'essentiel, c'est qu'on ait abandonné les bêtises ultra-gauchistes, on n'a qu'à laisser faire la direction, et tout s'arrangera.

Non, tout ne s'arrangera pas. Sans soumettre à une critique marxiste les expériences du passé et en tirer *tous* les enseignements, le parti prolétarien ne peut avancer dans la voie révolutionnaire. Avoir comme bagage théorique la théorie qui devait justifier une tactique — appliquer une tactique *opposée* — couvrir le tout par les cris de l'infaillibilité de la direction, cela signifie marcher à la dérive, en passant des récifs du sectarisme aux écueils de l'opportunisme, comme le montre déjà l'expérience des sept mois du « nouveau cours ».

Ni la tactique du VI^e Congrès de l'I.C., ni celle appliquée actuellement ne correspondent à la véritable tactique léniniste du front unique dont la justesse a été confirmée par l'expérience historique du bolchévisme.

La tactique léniniste du front unique vise à la réalisation de la lutte commune des ouvriers réformistes et communistes pour des objectifs limités. La tâche des communistes est de faire comprendre aux ouvriers influencés par les réformistes, au cours de ces actions, par leur propre expérience, « l'inanité des illusions réformistes et les effets déplorable de la politique de conciliation ». (*Résolutions du IV^e Congrès de l'I.C.*, p. 94.) Il est impossible de démasquer devant les masses les inconséquences, les faiblesses, la politique fautive des dirigeants réformistes sans leur faire des propositions publiques d'action commune pour des objectifs limités, sans réaliser ensemble avec eux des actions communes contre la bourgeoisie et le gouvernement capitaliste. Or, se refuser à priori à faire des propositions d'action commune aux dirigeants réformistes, comme les partis communistes le faisaient avant 1934, cela signifiait, *en fait*, renoncer à la conquête pour le commu-

nisme des ouvriers réformistes qui ont encore confiance dans leurs dirigeants.

Mais la renonciation à la critique des dirigeants réformistes lors des actions communes, ne peut que mener aux mêmes résultats. Croire que les ouvriers réformistes comprendront eux-mêmes la justesse du communisme, sans que le parti doive le leur expliquer, cela signifie méconnaître le rôle du parti en tant qu'éducateur et dirigeant des ouvriers. L'Internationale Communiste, sous la direction de Lénine, soulignait toujours qu'on ne peut, d'aucune façon, renoncer à la critique des réformistes dans les actions communes. En concluant un bloc avec les réformistes interdisant les critiques mutuelles, le parti communiste abandonne sa tâche essentielle: la destruction systématique des illusions réformistes chez les ouvriers, la différenciation des éléments prolétariens révolutionnaires et petits-bourgeois réformistes au sein des partis socialistes. En renonçant à cette tâche, le parti communiste facilite aux dirigeants réformistes le maintien des ouvriers sous leur emprise, abandonne l'éducation des masses prolétariennes dans l'esprit révolutionnaire conséquent, en contradiction complète avec les enseignements de Marx et de Lénine (1).

« Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire », cette phrase célèbre est reproduite des milliers de fois dans les publications du parti. Mais il n'y a pas de théorie révolutionnaire sans l'analyse des expériences du passé, sans l'analyse de la situation concrète du moment, sans la reconnaissance des fautes du passé, sans leur correction.

La direction du parti empêche de toutes ses forces que cette tâche fondamentale soit effectuée par le parti. Ses efforts sont vains. Les communistes n'y renoncent pas, ils ne peuvent le faire à moins de cesser d'être des révolutionnaires conscients de leur responsabilité devant le parti, devant la classe ouvrière dont le parti n'est que l'expression. Si la voix critique du marxisme ne peut se faire entendre aux tribunes officielles du parti et de l'I.C. pour tirer toutes les leçons de la politique fautive poursuivie depuis des années, elle se frayera le chemin vers l'avant-garde prolétarienne, malgré et contre tout!

P. LENOIR.

(1) Voir l'article du camarade Lafont dans le N^o 1 de *Que Faire?*

NOTES

Autour de l'assassinat de Kirov.

Le gouvernement soviétique a répondu à l'assassinat odieux de Serge Kirov, que nous condamnons catégoriquement, par l'exécution d'une centaine de contre-révolutionnaires et par l'aggravation des lois sur la répression envers les organisateurs d'actes terroristes dirigés contre le pouvoir soviétique. Léon Blum exprime, dans le *Populaire* du 7 décembre, « la gêne et le trouble » causés par ces actes à « une partie de l'opinion populaire en France ».

L'Humanité répond à Blum que la révolution a le droit de se servir de l'arme du terrorisme envers ses ennemis. Rien de plus juste, mais cette réponse n'en est pas une. Pour les ouvriers conscients, ce droit va de soi, il n'est pas contestable. La question qui se pose est une question d'ordre tactique. Pourquoi le gouvernement soviétique, à l'heure actuelle, a-t-il exécuté ces gens, sans qu'une liaison quelconque soit établie entre eux et l'acte de Nicolaïev? Quels buts poursuivait-il ainsi?

Les ouvriers qui suivent régulièrement la presse communiste ne peuvent comprendre les raisons d'être de ces mesures dures et brutales. Cette presse ne leur dit rien sur le développement de la lutte de classes en U. R. S. S. dans les nouvelles conditions de la collectivisation, elle leur fait croire que le village soviétique est une idylle socialiste, que les classes n'existent plus en U. R. S. S. Les ouvriers approuvent des exécutions par fidélité envers la révolution russe, plusieurs parmi eux par confiance dans l'infaillibilité des dirigeants soviétiques, mais ils ne sont pas convaincus de la justesse de cette politique, la conviction ne pouvant résulter que de la connaissance de la situation réelle en U. R. S. S.

Dans la mesure où il nous est possible de juger de la situation actuelle en U. R. S. S., le coup de revolver de Nicolaïev eut lieu au milieu d'une tension considérable des rapports de classe. En réalité, le village soviétique collectivisé est loin d'être une paisible idylle. Il suffit de lire, ne fût-ce que le récent livre de Choloikhov, *Les Terres défrichées*, pour se faire une idée de l'acuité de la lutte de classe menée par les koulaks, entraînant une partie des paysans moyens, membres de kolkhoz, contre la politique agraire du pouvoir soviétique. Le roman de Choloikhov donne une image assez fidèle de la lutte menée par les koulaks et les organisations contre-révolutionnaires à l'intérieur et à l'extérieur des kolkhoz.

Cette lutte passe par divers stades: l'année 1934 ne marque d'aucune façon sa fin. Le gouvernement soviétique considèrerait, dans cette situation, nécessaire de frapper durement pour décapiter les organisations contre-révolutionnaires et exercer une pression sur les éléments hésitants du village.

Il est certain que les méthodes terroristes purement gouvernementales ne sauront seules ni extirper la contre-révolution, ni l'isoler. Ces mesures ne peuvent aboutir à un résultat positif que dans le cadre d'une politique générale juste, en particulier d'une politique juste à la campagne visant à la consolidation de l'alliance entre le prolétariat et la campagne collectivisée.

Notules

L'organe central du parti communiste autrichien « *Le Drapeau Rouge* » (Vienne), dans son numéro de novembre, fait part de l'unification du front rouge avec le parti communiste autrichien. (Nous en avons parlé dans le n° 1-2 de *Que Faire?*) Il note l'intervention du délégué du Front Rouge au 12^e Congrès du P. C. Au.:

« L'orateur demande une série de modifications de la résolution politique. On a largement pris en considération ses remarques. »

Ce qui explique sans doute que la résolution du Congrès sur la démocratie intérieure du Parti ait été bien formulée.

C'est sans doute ce qui explique pourquoi la résolution du Congrès sur la démocratie intérieure du Parti était si bien formulée.

Pour un marxiste les formes motrices de l'histoire sont les classes sociales agissant sous la pression des conditions économiques et sociales de leur vie. Le « marxiste » Léon Blum explique autrement l'histoire. En polémiquant avec Flandin, il écrit:

« ... A supposer que les lois de l'économie libérale puissent rétablir par leur libre jeu, l'équilibre des forces économiques, ce serait à coups de balanciers sanglants, à force de souffrances, de ruine et de misère. La raison humaine n'accepte pas ces holocaustes au dieu des économistes, et la volonté humaine ne s'y résigne plus... Le courant des choses portera Flandin du côté de notre doctrine à nous. » (*Le Populaire* du 29 novembre.)

Ainsi Blum compte non sur le prolétariat et sur la lutte de classes pour briser les plans de Flandin; il compte sur « la raison humaine, la volonté humaine, le courant des choses!! »

Impressions de séance. La réunion des « Amis de la Vérité », du 12 décembre, avait été organisée en collaboration avec toutes les autres tendances de gauche dans la S. F. I. O. Etaient représentés, en dehors de la *Vérité*, le C. A. S. R., l'*Action Socialiste*, la *Révolution Constructive* et la *Bataille Socialiste*.

La réunion, destinée aux membres du Parti Socialiste (on exigeait la carte du parti à l'entrée) a été un succès incontestable. Plusieurs centaines de personnes (400) y assistaient. L'atmosphère de la réunion était fraternelle, sans trop d'interruptions: on se sentait entre « membres du même parti ».

Craipeau, des Jeunesses, a parlé le premier. Son discours, réclamant l'autonomie des jeunesses à l'exemple des J. S. d'Espagne et de Belgique, était tout entier destiné à dissiper les craintes des camarades vieux qui supposent que cette autonomie détacherait les jeunesses du parti. Au contraire, s'est-il empressé de préciser, cette autonomie renforcera encore les liens entre la gauche du parti et les jeunesses, entre les vieux et les jeunes révolutionnaires.

Molinier, dans un discours d'une heure, qui était en fait un exposé de fond, a dressé le bilan de trois mois d'activité de la Ligue dans la S. F. I. O. L'essentiel pour lui, c'est de créer au sein du parti une collaboration des tendances se réclamant de la gauche, afin de permettre au parti de remplir le rôle révolutionnaire qui lui est dévolu par l'histoire. En parlant de la III^e Internationale, il affirme qu'elle est aux ordres du commissariat des affaires étrangères de l'U. R. S. S. Plus loin, il se réjouit qu'à l'inverse de ce qui se passait dans le temps, des communistes quittent leur parti pour auner à la S. F. I. O. Puis, rappelant les paroles suivantes de Délepine, qui parlait du fait que le front unique renforce les communistes et profite surtout à eux: « Nous avons été quelque chose hier, nous sommes moins aujourd'hui, et nous ne serons rien demain, » Molinier appelle à remédier

à cet état de choses qu'il déplore vivement. Il demande à la gauche du parti de renforcer la pression pour que les membres du groupe parlementaire se mettent à la disposition des fédérations pour la propagande. Au sujet de la défense de l'U. R. S. S., il se prononce pour la défense inconditionnée, mais répudie toute idée de défense nationale, même pour la défense de l'U. R. S. S., précisant ainsi sa pensée: « Défendre l'U. R. S. S., mais à aucun prix derrière un drapeau tricolore ». Au sujet de l'unité organique, il demande de renforcer la lutte pour sa réalisation, afin de créer ainsi les bases pour un nouveau Parti Unique révolutionnaire du prolétariat. Pour la question syndicale, il voudrait que le Parti socialiste constitue des fractions qui porteraient son point de vue dans les syndicats. Il demande aux tendances présentes dans quelles conditions une unanimité a été réalisée à la C. A. P. au sujet de la participation ministérielle (question à laquelle, d'ailleurs, aucune réponse ne sera apportée durant toute la réunion). Enfin, il expose tout le programme d'action de la Ligue, demande de renforcer la fédération de la Seine et finit par le mot d'ordre: En avant pour une fédération révolutionnaire de la Seine. Relevons aussi dans son discours des appels répétés à « cesser les discussions interminables et à passer à l'action ». Si l'on nous demandait notre impression sur ce discours dans son ensemble, nous pourrions la formuler de la façon suivante: discours d'un socialiste plein d'illusions sur la possibilité de redresser son parti et de lui faire jouer le rôle du parti de classe du prolétariat.

Just, du C. A. S. R. est intervenu après. Voici le sens de son discours: tout ce que vous dites maintenant, le C. A. S. R. le défend depuis longtemps, aussi si vous vous imaginez dire du neuf, détrompez-vous. L'essentiel est actuellement de lutter pour un Congrès National qui tirerait le bilan de l'unité d'action et trancherait la question de l'unité organique. Ce qui est à souligner, c'est que l'attitude de Just n'était pas hostile à une collaboration éventuelle.

Mallarte, de l'Action Socialiste, est venu préciser le point de vue de sa tendance qui veut le redressement en unissant les bons côté de la II^e et de la III^e Internationale, qu'il condamne également toutes deux.

Marie, du C. A. S. R. encore, vient apporter son adhésion enthousiaste à l'idée de la collaboration des tendances, et propose la formation d'un comité de délégations des divers groupes.

Un représentant de la Révolution Constructive précise l'accord complet de son organisation avec de Man, mais il ne parle pas de collaboration.

Marceau Pivert dit son contentement de voir maintenant les résultats de la ligne que, avec Zyromski, il poursuit patiemment et modestement depuis 1927 et que l'entrée des trotskystes prouve encore une fois avoir été juste. Il déclare nécessaire de faire leurs parts respectives aux idées des planistes et des révolutionnaires, en disant que la gauche doit abandonner ses attitudes « trop brisantes » et la droite ses attitudes « trop conciliantes ». Pour l'action syndicale, il propose que chacun lutte séparément dans son syndicat en faisant honnêtement sa besogne de militant. Il est d'accord pour la collaboration des tendances de gauche, que pour sa part la *Bataille* n'a jamais cessé de demander.

Dans son discours de clôture, Molinier propose de consacrer régulièrement une page entière de la *Vérité* pour une discussion entre tendances, avec un comité de rédaction indépendant composé d'un représentant de chaque groupe. La réunion finit sans qu'aucune résolution concrète ait été adoptée.

L'impression générale qui se dégage de la réunion, c'est que les trotskystes sont définitivement devenus un courant socialiste, se plaçant dans la question d'appréciation du parti communiste et de l'unité organique à droite du C. A. S. R.

QUE FAIRE ?

Revue Communiste mensuelle

ABONNEMENTS

France : Un an. 10 fr. Six mois 5 fr
Etranger : — 15 fr. — 10 fr

CORRESPONDANCE ET MANDATS :

G. RUCAR, 10, Rue Gay-Lussac, PARIS-V°



La revue " *Que Faire* " se propose :

- 1) D'étudier les causes et le caractère de la crise du mouvement communiste français et mondial ;
- 2) De combattre toutes les tendances qui mènent à la révision du marxisme-léninisme et les principes de l'Internationale communiste élaborés par Lénine,
- 3) D'analyser les problèmes concrets de la révolution prolétarienne en France, d'apprécier à la lumière du marxisme-léninisme la vie politique et sociale du pays, et de soumettre à la critique marxiste les courants et les partis politiques ;
- 4) De grouper autour de la revue tous les communistes prêts à lutter sur la base des principes de la 3^o Internationale, pour le rétablissement de la démocratie intérieure dans le parti communiste, sans laquelle le parti ne peut avoir de politique juste.
- 5) De rechercher, ensemble avec tous les communistes, les meilleures voies et les moyens pour aboutir à ce but ;

Tous les camarades sont priés de nous envoyer leurs observations notes, articles, de collaborer avec nous dans la réalisation de nos tâches.

Le Gérant : G. RUCAR



Imprimerie spéciale de *Que faire* ?